
Paris, le 24 Janvier 2012

Monsieur François FILLON
Premier Ministre
Hôtel Matignon
57, rue de Varenne
75700 PARIS

Monsieur le Premier Ministre,

Le Haut Conseil des Biotechnologies vient de publier ses conclusions sur la coexistence des cultures OGM et non OGM, composées d'un avis du Conseil Scientifique requis par la loi et d'une recommandation du Comité économique, éthique et social qui s'est autosaisi sur cette question.

La définition de règles de coexistence est fondatrice quant à l'avenir des biotechnologies dans notre pays. Par conséquent, les conclusions du HCB et plus particulièrement celles du CEES revêtent à nos yeux un caractère décisif, à la fois au regard de son fonctionnement et du rôle d'éclairage qu'il doit avoir auprès des décideurs.

Dès lors, nous ne pouvons que déplorer l'absence de consensus au sein du CEES sur la volonté même de parvenir à mettre en place des règles permettant une véritable coexistence des cultures OGM et non OGM en France. Sa recommandation met en évidence la fracture entre deux visions inconciliables : la première, que nous soutenons, fait le choix d'une vision positive, pragmatique et évolutive de la coexistence des cultures ; la deuxième refuse le principe même d'une coexistence, même au stade de l'expérimentation, et conduit au blocage malgré son caractère minoritaire.

En dépit des efforts considérables déployés par sa Présidente, Madame Noiville, pour faire respecter rigueur et impartialité et faire émerger un consensus, cette recommandation juxtapose des visions contradictoires, ne dégage aucun compromis équilibré et n'atteint pas l'objectif d'éclairer les pouvoirs publics, contrairement à l'avis du Conseil scientifique dont nous saluons la qualité.

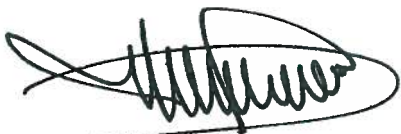
Il y a deux ans, nous vous avons déjà alerté sur les difficultés liées à la composition même du CEES qui ne permet pas l'émergence d'une réflexion dégagée des dogmes partisans. Après la déplorable destruction de la recherche conduite par l'INRA sur les vignes de Colmar, nous doutons définitivement de la possibilité d'un dialogue constructif au sein de notre Comité avec des partisans déclarés du fauchage.

Recommandation après recommandation, nous avons fait l'amer constat de l'impossibilité pour le CEES de remplir sa mission. Aujourd'hui ce texte sur la coexistence conduit notre Comité dans une impasse dont, après la CFDT, nous tirons les conséquences.

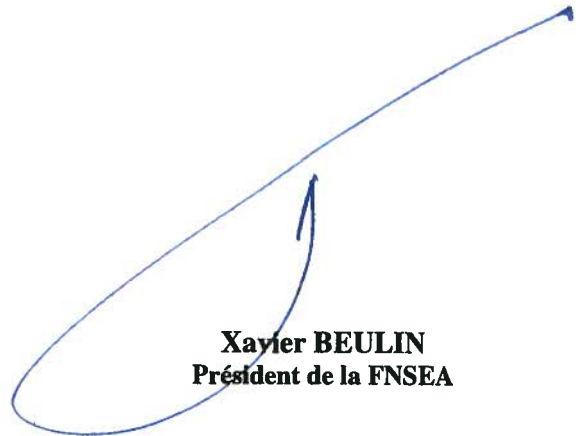
Nous sommes au regret, Monsieur le Premier Ministre, de vous présenter notre démission du Comité économique, éthique et social du HCB. Nos organisations se retirent de cette instance car elles refusent d'y investir autant d'énergie pour un si piètre résultat : nos représentants y sont, au mieux, des spectateurs impuissants, au pire des alibis aux attermolements de l'Etat sur les choix à opérer en matière de biotechnologies végétales.

Nous sommes profondément attachés au respect des libertés de chacun tel qu'inscrit dans la loi du 25 juin 2008 relative aux OGM et nous sommes confiants dans la capacité des acteurs de bonne volonté à imaginer les solutions les moins conflictuelles et les plus pédagogiques pour l'avenir. Néanmoins, au préalable, il appartient aux Pouvoirs Publics et au Législateur de prendre leurs responsabilités et de lever les ambiguïtés qui subsistent.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, en l'expression de notre haute considération.



Jean-René BUISSON
Président de l'ANIA



Xayler BEULIN
Président de la FNSEA